

Durcissement de délivrance de visas aux Algériens
Le MAE convoque l'ambassadeur de France

Page 16

Malgré les engagements de fin du rationnement en septembre
La crise de l'eau s'aggrave

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5484 - Jeudi 30 septembre 2021 - Prix : 10 DA

Najla Bouden nommée par Kaïs Saïed

Tunisie : première femme arabe chef du gouvernement

Page 16

Le Tribunal européen annule les accords UE/Maroc

«Victoire triomphale» du peuple sahraoui

Page 2

De quoi les relations saoudo-américaines sont-elles malades ?

Par Mohamed Habili

Entre l'Arabie saoudite et l'administration Biden, les relations ont été mauvaises dès le début, si par début on entend le moment où cette dernière s'est emparée des rênes du pouvoir aux Etats-Unis. La réalité, c'est qu'elles l'étaient avant même l'élection de Joe Biden, qui pendant la campagne électorale s'était engagé à les revoir en profondeur, ce qui par la même occasion témoignait de l'importance qu'elle revêtait à ses yeux comme à ceux de son pays. Il ne s'est guère appesanti sur le sujet cependant, laissant baigner dans un flou artistique les motifs réels derrière ce projet de sévir à l'égard d'un pays tout de même vieil allié du sien. Ces propos de campagne étaient loin d'apporter de réponse à la question de savoir de quoi s'était donc rendue coupable l'Arabie saoudite pour que lui-même en arrive à promettre à son public de prendre le moment venu des sanctions contre elle. Car si la précision n'était pas leur marque principale, il n'en restait pas moins qu'ils étaient en eux-mêmes suffisamment clairs pour inspirer des inquiétudes à l'Arabie saoudite. Parce qu'à ce moment l'assassinat particulièrement horrible du journaliste Jamal Khashoggi hantait encore vivement les esprits, l'idée avait tout naturellement prévalu que la révision projetée par le candidat Biden devait être en rapport avec ce fait sans pareil.

Suite en page 3

Aïmene Benabderrahmane lance la production du vaccin anti-Covid

L'Algérie relève le défi



L'Algérie relève le défi en lançant la production du vaccin chinois anti-Covid sorti des lignes de production du groupe pharmaceutique de Constantine Saidal. «La production du vaccin anti-Covid-19 représente la première graine de l'Algérie nouvelle», a considéré le Premier ministre.

Par Louisa Ali Ramdane — page 2

Education à Béjaïa

Le Cnapeste dresse un constat sur le «statu quo»

Page 3

Le ministère de l'Habitat prend le relais, Cosider en discussion pour la relance

Le projet du nouveau stade de Tizi Ouzou change de maître d'ouvrage

Page 16

Aïmene Benabderrahmane lance la production du vaccin anti-covid

L'Algérie relève le défi

■ L'Algérie relève le défi en lançant la production du vaccin chinois anti-covid sorti des lignes de production du groupe pharmaceutique de Constantine Sidal. «La production du vaccin anti-Covid-19 représente la première graine de l'Algérie nouvelle», a considéré le Premier ministre.



PH/D. R.

ce sujet, que «l'Algérie possède les cadres et les compétences nécessaires pour relever le défi de l'indépendance économique» citant en exemple l'entreprise Cosider qui «fait des prouesses» en matière de projets de développement. Selon Aïmene Benabderrahmane, «certains estiment que cette production n'est autre qu'une transformation de la matière première. Or, cette même transformation requiert une maîtrise technique et technologique très avancée», a précisé le Premier ministre. Il a tenu à assurer que «L'Algérie restera sur cette lancée et ambitionne de réaliser d'autres projets du genre», d'autant que, a-t-il ajouté, «les cadres algériens ont fait montre d'une parfaite maîtrise technologique et biotechnologique».

Pour rappel, l'usine de production Sidal de Constantine produira 1 million de doses de vaccin anti-Covid-19 dans le courant du mois d'octobre, 2 millions de doses en novembre et plus de 5,3 millions de doses à partir de janvier 2022. La capacité de production de cette unité est de 320 000 doses par jour avec une moyenne de 8 h de travail, soit une production de 8 millions de doses par mois, 96 millions de doses par an et 200 millions de doses suivant le système de travail par équipe.

Mise en service de l'extension du tramway de Constantine

Une nouvelle ligne de 3,5 km du tramway de la ville de Constantine a été mise en service hier, en présence du premier ministre, Aïmene Benabderrahmane. Cette ligne s'étend de la station Kadri Brahim, située à l'entrée de la circonscription administrative Ali Mendjeli jusqu'à l'université Abdelhamid Mehri Constantine - 2, au niveau du même pôle urbain, sur une distance de 3,6 km. «L'entreprise Cosider a les capacités d'investir les marchés extérieurs à la faveur d'un effectif s'élevant à 40 000 travailleurs et 2 000 ingénieurs, dont l'expérience a bénéficié à l'Entreprise Métro d'Alger et Setram» a indiqué le Premier ministre à l'occasion.

L'extension de la ligne du tramway de Constantine, dont les travaux ont été entamés en 2017 par le consortium Cosider et Alstom, a été divisée en deux tranches. La première s'étend de la station de la cité Zoughi Slimane jusqu'à l'entrée de la circonscription administrative Ali Mendjeli sur une distance de 6,9 km, tandis que la seconde relie l'entrée d'Ali Mendjeli (boulevard de l'ALN) à l'université Constantine - 2 sur 3,6 km.

L. A. R.

Par Louisa Ait Ramdane

L'Algérie produit son premier vaccin contre le coronavirus. Le groupe pharmaceutique public Sidal de Constantine a entamé, dès hier, la production du vaccin CoronaVac. Le lancement officiel de la première usine nationale dédiée à la production dudit vaccin est effectué hier par le Premier ministre Aïmene Benabderrahmane. Il s'agit «d'un exploit d'envergure, dont nous sommes fiers», s'est félicité le ministre de cette grande pre-

mière. «Cette réalisation qui est pour nous un motif de fierté nationale nous permettra d'assurer notre autosuffisance et notre sécurité sanitaire», a-t-il ajouté, soulignant que l'objectif est d'atteindre une couverture de 75% des besoins de l'Algérie en matière de médicaments génériques afin de réduire la facture des importations qui est de 2 milliards de dollars annuellement.

S'agissant de la capacité de l'usine, Benabderrahmane a précisé que la production pour le mois d'octobre sera de 1 million de doses avec une montée en

cadence pour atteindre l'objectif de 6 millions en fin d'année. L'usine de Constantine produira jusqu'à 65 millions de doses, de quoi couvrir largement les besoins de l'Algérien et pourquoi pas envisager l'exportation vers les pays d'Afrique. Le Premier ministre n'a pas manqué d'évoquer la nécessité de «la maîtrise des techniques et les technologies que requiert ce projet». «La fabrication du vaccin, qui implique des techniques de conditionnement, nécessite une maîtrise technologique et biotechnologique de haut niveau», a-t-il dit. Il a déclaré à

Bilan des dernières 24 heures

153 nouveaux contaminés et 8 décès

L'Algérie a enregistré 8 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, 3 cas de moins que le bilan d'hier (11), portant à 5 805 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 153 cas, soit 15 cas de moins par rapport au bilan d'hier (168), pour atteindre, au total, 203 198 cas confirmés.

R. N.

Le Tribunal européen annule les accords UE/Maroc

«Victoire triomphale» du peuple sahraoui

Le Tribunal de l'Union européenne a prononcé, hier, l'annulation des deux accords de pêche et d'agriculture liant le Maroc à l'Union européenne et étendus au Sahara occidental occupé, affirmant qu'ils ont été conclus en violation de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) de 2016 et sans le consentement du peuple du Sahara occidental.

«Le Tribunal annule les décisions du Conseil relatives, d'une part, à l'accord entre l'UE et le Maroc modifiant les préférences tarifaires accordées par l'UE aux produits d'origine marocaine ainsi que, d'autre part, à leur accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable», souligne le communiqué du Tribunal de l'Union européenne. Ce même Tribunal a affirmé que le critère des bénéfices des accords litigieux Maroc-UE aux Sahraouis ne peut se substituer à l'exigence de l'expression du consentement du peuple sahraoui.

«Le Tribunal relève que les institutions ne sauraient valablement se fonder

sur la lettre du 29 janvier 2002 du conseiller juridique de l'ONU pour substituer le critère des bénéfices des accords litigieux pour les populations concernées à l'exigence de l'expression dudit consentement», affirme le Tribunal européen dans son verdict.

«Cependant, les démarches entreprises par les autorités de l'Union avant la conclusion des accords litigieux ne peuvent être considérées comme ayant permis de recueillir le consentement du peuple du Sahara occidental à ces accords, conformément au principe de l'effet relatif des traités, tels qu'interprétés par la Cour», précise le Tribunal.

La décision du Tribunal européen conforte l'arrêt de justice de 2016 stipulant que les investissements au Sahara occidental doivent être faits avec le consentement du peuple sahraoui et met fin à la notion «du bénéfice aux populations» prévue dans l'avis de 2002 de Hans Corell, le conseiller juridique de l'ONU. L'annulation de ces accords est une victoire triomphale du

peuple sahraoui devant la justice européenne, a déclaré le Front Polisario dans un communiqué. «Victoire triomphale du peuple sahraoui devant la justice européenne hier, le Tribunal de l'Union européenne a rendu deux arrêts historiques pour la cause sahraouie», s'est réjoui le Front Polisario dans sa première réaction à la décision du Tribunal européen.

«D'abord, le Tribunal juge que le Front Polisario est le représentant du peuple sahraoui qui, par conséquent, dispose de la capacité d'agir en justice devant les juridictions européennes pour défendre les droits souverains de son peuple à l'égard de son territoire national et de ses ressources naturelles», se réjouit la représentation du Front Polisario à Bruxelles. Et «Sur le fond, le Tribunal annule les nouveaux accords UE-Maroc, car ils ont été imposés illégalement au peuple sahraoui, contre son consentement», explique-t-elle. «En particulier, le Tribunal relève que, pour que le consentement soit vali-

de, il doit être libre et authentique, ce qui est le critère fondamental du droit à l'autodétermination et à l'indépendance, en application du droit de la décolonisation», explique le Front Polisario.

Dans ce cadre, le Tribunal souligne que des soi-disant «consultations» avec les «populations concernées» ne peuvent en aucun cas remplacer le consentement du peuple sahraoui, qui constitue un «peuple» à part égal des autres peuples en droit international, ajoute le Polisario dans sa déclaration écrite. De même, le Tribunal écarte définitivement l'argument fallacieux des bénéfices, qui ne peut pas substituer l'exigence incontournable du consentement. Deuxièmement, la Cour avait jugé que le peuple sahraoui, représenté par le Front Polisario, constitue un sujet tiers aux relations UE-Maroc, dont le consentement s'impose pour tout accord international applicable au Sahara occidental, indépendamment des bénéfices allégués», se félicite la représentation sahraouie.

Aomar Fekrache

Malgré les engagements de fin du rationnement en septembre

La crise de l'eau s'éternise et s'aggrave

■ Au niveau de certains quartiers de la capitale, les robinets sont à sec depuis plus d'une semaine, voire plus de 20 jours. Une situation pesante pour les citoyens, vu que les responsables du secteur ne respectent pas le programme annoncé et ne tiennent pas leurs engagements à régler cette crise le plus tôt possible.

Par Thininene Khouchi

La situation de perturbation en eau potable qui n'était que «passagère et conjoncturelle» et qui devait être réglée, selon le wali d'Alger, «au mois de septembre» s'est plutôt aggravée. En effet, la galère des citoyens algériens avec l'eau potable n'en finit pas. Cette crise s'éternise et s'aggrave de jour en jour et pour cause, l'engagement des autorités et de Seaal n'est pas tenu. A chaque crise on annonce des programmes qu'on ne respecte pas et on fixe des dates qu'on n'honore pas. C'est le cas dans ce problème qui touche la quasi-totalité des quartiers de la capitale. Au niveau de la commune de Gué de Constantine (Djasr Kasentina), une commune située dans la banlieue sud d'Alger, la perturbation en eau potable s'aggrave de jour en jour, certains de ses quartiers ont le robinet sec depuis plus de trois semaines. Pour Youcef, habitant dans les alentours de la cité Sonelgaz «la situation est insupportable, ça devient du n'importe quoi», précisant que «cela fait plus de 20 jours que nous sommes sans eau. Avec le manque d'hygiène généré par l'absence de l'eau dans les robinets, cela nous conduit vers une

situation grave. Ça devient de plus en plus difficile de gérer cette situation». A l'image de ses voisins, notre interlocuteur nous a confié que «nous avons dû faire recourir à des citernes d'eau pour subvenir à nos besoins». En effet, comme résultat du changement ayant affecté le programme de distribution d'eau potable dans la wilaya d'Alger, l'installation de citernes d'eau, toutes tailles et formes confondues, sur les terrasses et balcons des maisons est devenue un phénomène qui se propage au niveau des quartiers populaires de la capitale. Pour constater la gravité de cette crise, une tournée dans plusieurs communes de la capitale nous suffit pour constater le pululement remarquable des citernes d'eau, y compris les barils de 100 litres sur les balcons des immeubles, auxquels les citoyens ont eu recours afin d'atténuer leurs souffrances dues à la crise du stress hydrique. En outre, pas loin de la station 1 du métro de Gué de Constantine, les habitants des étages supérieurs (à peine trois étages...) de la cité Nassim sont les plus impactés par ces perturbations dans l'alimentation en eau potable. Selon les habitants, ce problème empire. Des jerricans, des citernes et des surpresseurs d'eau se sont multipliés au peu partout avec le prolongement de cette crise. Idem pour certains quartiers et cités de Zéralda, Ain Benian, Rahmania, Staouéli, Douéra et Mahalma qui souffrent aussi de ces perturbations et de manque



de ponctualité. «On a recours aux commerçants d'eau qui vendent 2 000 litres d'eau à 2 000 DA» nous dira Mouloud, habitant de Staouéli qui en est à sa troisième citerne depuis le début de la crise. Enfin, il est à noter que le directeur général de l'Algérienne des eaux (ADE), Mourad Rachis a indiqué que «le volume d'eau potable mobilisé durant le mois de septembre en cours au profit de la région d'Alger a diminué à 769 000 m³/jour d'eau potable contre un volume habituel de 1,2 million m³/jour, en raison de la situation de stress hydrique que connaît le pays. Il a fait savoir que le

volume des eaux superficielles mobilisées au niveau du Grand-Alger est passé de 670 000 m³/j en 2020 à 154 600 m³/j en septembre, alors que le volume des eaux souterraines est passé de 230 000 m³/j à 280 000 m³/j et le celui de dessalement est passé de 300 000 m³/j à 334 400 m³/j. Pour faire face à ce déficit, le premier responsable de l'ADE a souligné que plusieurs actions ont été entreprises à travers, notamment la réalisation de 62 forages suivie d'un programme complémentaire de 35 forages ainsi qu'un programme de 120 forages initié par la wilaya d'Alger. T. K.

Grave déficit de communication

Si la crise d'eau potable s'aggrave, les responsables de la Seaal demeurent silencieux avec les médias qui demandent des explications à ces perturbations, mais aussi au non-respect du programme de distribution d'eau potable qu'ils avaient annoncé il y a plus de trois mois. C'est un vrai parcours du combattant qu'il faut mener pour arriver au chargé de communication, «il faut d'abord faxer la demande d'entretien avec la chargée de communication de la Seaal accompagnée des questions qui lui seront posées puis attendre qu'elle donne son accord pour l'entretien et qu'elle valide les questions». En outre, sur son site Info Trav'eau, la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger ne signale pas les coupures qui dure des semaines et se contente d'afficher une note standard indiquant que «Seaal procède à des travaux qui engendrent parfois la suspension momentanée de l'alimentation en eau potable». T. K.

Education à Béjaïa

Le Cnapeste dresse un constat sur le «statu quo»

Le conseil national des professeurs et enseignants secondaires et tertiaires (Cnapeste) de la wilaya de Béjaïa dresse un constat sur le secteur de l'éducation dans la wilaya de Béjaïa à l'occasion de la rentrée scolaire. Le Cnapeste relève les difficultés et insuffisances auxquelles fait face la famille éducation dans son ensemble. Dans un communiqué qui nous a récemment été transmis, le syndicat, a fait savoir qu'il «alerte à la fin de l'année scolaire passée, sur les contraintes et autres difficultés auxquelles seront confrontés les établissements des trois paliers à la rentrée scolaire 2021/2022». Le Cnapeste a, «amèrement, constaté» que l'anticipation qui était attendu dans la préparation et l'entame de l'année scolaire dans des conditions accep-

tables, «n'a pas eu lieu». S'agissant du registre pédagogique, «le plan général mis en place présente», selon les auteurs du communiqué, «des défaillances multiples qui impacteront sérieusement sur cette nouvelle rentrée et sur la scolarité des élèves». Poursuivent l'exposé, ces deniers n'ont pas manqué de relever «l'insuffisance des moyens pédagogiques, le manque de salles de cours, le déficit en encadrement, la surcharges des volumes horaires et des effectifs, l'absence de formation et de suivi pédagogique au profit du personnel d'encadrement, contractualisation...etc». Au sujet de la violence dans le milieu scolaire, le syndicat autonome réitère son appel en vue de «la sécurisation des élèves, du personnel et des établissements par des mécanismes

réglementaires». Abordant le volet administratif, les rédacteurs du document estiment que «les préoccupations des enseignants déjà exprimées à maintes reprises sont toujours en instance». Ces dernières son lies au plan de carrière de l'enseignant, différentes régularisations, promotions de grades, revalorisations diverses, des situations de cet important dossier demeurent toujours pendantes. Dans le registre financier, «un certain nombre de situations individuelles et collectives ne sont pas encore régularisées en dépit des engagements avancés pour leur prise en charge», relèvent-ils, faisant observer que «les délais ne sont pas respectés et des retards se sont accumulés dans la régularisation de ces situations». Au sujet, des infrastructures éducatives, celles-ci, ne sont pas enco-

LA QUESTION DU JOUR

De quoi les relations saoudo-américaines sont-elles malades ?

Suite de la page une

On se disait que le prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salmâne, serait pour le moins désigné comme le commanditaire du crime si c'était Joe Biden qui était élu. Au bout du compte, cela ne s'est pas produit. Le rapport publié dans la foulée par le renseignement américain sur le sujet s'est bien gardé de porter une accusation aussi nette. La seule mesure prise après cela qui à la rigueur pouvait passer pour une sanction contre l'Arabie saoudite, pour une faute toujours non spécifiée il convient de le préciser, c'est l'arrêt du soutien américain à la coalition arabe emmenée par elle dans la guerre contre les Houthis. Or ensuite les relations entre les deux pays, officiellement tout au moins toujours les meilleurs amis du monde, ont semblé amorcer leur rétablissement lorsque les Etats-Unis se sont chargés de protéger les installations d'Aramco après l'attaque d'Abqaiq et de Khurais en septembre 2019. Des batteries antimissiles patriot ont été implantées en urgence autour de ces installations, les mettant à l'abri des attaques ultérieures. Elles sont le gage le plus significatif du lien étroit existant entre les deux pays. Pour que les Américains vous les prêtent, il faut qu'ils voient en vous un grand ami. Vous ne l'êtes plus, en revanche, ou du moins cette qualité est-elle en question à leur niveau, si d'aventure ils reprennent ce précieux objet. C'est justement cela qui vient de se produire, les Américains, apparemment sans crier gare, ayant retiré les batteries dressées en Arabie saoudite pour contrer les attaques aériennes houthis, et/ou iraniennes, alors même que celles-ci n'ont pas cessé. On peut dire que depuis l'entrée en fonction de l'administration Biden, cette mesure est le premier acte équivalent à une sanction aussi indéniable que périlleuse. A une sanction, qui plus est, qui ouvre sur d'autres. Il faudrait pour cela que la partie qui en est frappée s'avise de lui trouver remède en se tournant pour cela vers un ennemi des Etats-Unis. Suivez mon regard. M. H.

re réceptionnées et ne sont pas opérationnelles malgré les engagements des autorités à les mettre en service dès ce début de l'année. Pour le Cnapeste, «ce statu quo va, inévitablement, créer des désordres dont le secteur».

Hocine Cherfa

Tourisme/Promotion
La relance du tourisme interne requiert une révision des prix des hôtels

La relance du tourisme interne requiert une révision des prix des établissements hôteliers, et l'amélioration de leurs prestations, a assuré, mardi à Blida, le chargé des études à l'Office national du tourisme (ONT), Mourad Aheddad.

«La relance du tourisme interne en Algérie et l'incitation des touristes à visiter les sites touristiques dont regorgent différentes régions du pays nécessite une réduction des prix des hôtels, notamment aux volets hébergement et restauration», a déclaré, à l'APS, M. Aheddad, en marge d'une sortie de prospection, ayant permis aux représentants de la presse de visiter les plus importants sites touristiques de la wilaya.

Le responsable a observé que les prix appliqués au niveau de la majorité des hôtels «contraignent le touriste local à s'orienter vers d'autres destinations en dehors du pays, où les prix sont plus bas et avec de meilleures prestations».

Après avoir évoqué les démarches de l'Etat pour la révision des prix des établissements hôteliers du secteur public, il a estimé cette mesure «insuffisante, sans l'implication du secteur privé, qui se doit», selon lui, de «proposer des prix selon la saison, tout en œuvrant à l'amélioration des prestations fournies».

Outre la révision des prix, M. Aheddad a insisté sur l'impératif de formation des personnels du secteur touristique, et de remédier aux insuffisances enregistrées au niveau de sites touristiques, notamment concernant la disponibilité des commodités nécessaires pour les touristes.

Il a, aussi, relevé la préférence affichée par les touristes, tant étrangers que locaux, pour les régions du Sud du pays. «Un fait que l'on se doit d'exploiter à bon escient pour promouvoir le tourisme dans cette région du pays», a-t-il insisté.

A noter l'organisation par l'ONT, au titre de ses efforts de promotion des différentes destinations touristiques du pays, d'une caravane d'information au profit des représentants de la presse, dont Blida a constitué la dernière halte, après les wilayas de Boumerdes et Jijel.

Les représentants de la presse ont eu droit à une visite de différents sites touristiques réputés à Blida, dont le Parc national de Chréa, la région de Hammam Melouane, connue pour le tourisme thermal, et le tombeau de Sidi Lekbir, fondateur de la ville des Roses.

Hamid N.

-Prix du président de la République de la littérature et langue amazighes

Installation de la commission de préparation à Tamanrasset

■ La commission de préparation de la cérémonie de remise du Prix du Président de la République de la littérature et langue amazighes, dans sa deuxième édition, prévue en janvier prochain à l'occasion de la célébration officielle du nouvel an amazigh Yennayer 2022/2972, a été installée mardi dernier à Tamanrasset par le secrétaire général du Haut-commissariat à l'amazighité (HCA), Si El-Hachemi Assad.

Par Mahi Y.

La commission regroupe les représentants de différents secteurs d'activités concernés, à savoir la culture et les arts, l'éducation nationale, les affaires religieuses et les wakfs, la solidarité nationale, la formation et l'enseignement professionnels, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, ainsi que l'Office du Parc national culturel de l'Ahaggar.

Cette manifestation culturelle constitue une activité officielle liée à l'institution du Prix du Président de la République de la littérature et langue amazighes, a indiqué le SG du HCA lors de la cérémonie d'installation de ladite commission de préparation, au siège de la wilaya.

M. Assad a souligné, à ce propos, qu'il existe «une forte volonté de promouvoir la littérature et la langue amazighes, à travers la place importante accordée à l'amazighité, consacrée par la nouvelle Constitution».

Cette manifestation culturelle nationale, qu'accueillera la wilaya de Tamanrasset en janvier prochain, verra la participation de l'ensemble des parties concernées, et que les efforts seront déployés pour la réussite de ce rendez-vous culturel, à travers le choix judicieux des œuvres par un jury spécialisé, a-t-il assuré.

Ce qui, a-t-il dit, contribuera à mettre en exergue l'action du HCA en ce qui concerne, notamment la valorisation du riche



patrimoine amazigh.

M. Assad a révélé, en outre, que la cérémonie de remise du Prix du Président de la République de la littérature et langue amazighes coïncidera avec l'organisation d'une panoplie d'activités culturelles et artistiques et des expositions, adossées à un programme académique et scientifique.

Il insistera, à ce titre, sur l'empreinte locale devant transparaître lors de cette manifestation culturelle nationale, en coordination avec les autorités locales et la société civile.

Le SG du HCA a annoncé la tenue, par la même occasion, d'un symposium académique sur le patrimoine architectural de la région, animé par des spécialistes, insistant sur l'association de l'université de Tamanrasset à

son encadrement.

Des activités culturelles seront projetées sur les places publiques, si la situation sanitaire le permet, en plus de la tenue d'une exposition dédiée au livre amazigh, a ajouté M. Assad en soulignant les efforts consentis par l'Etat pour le développement de la publication en langue amazighes dans ses différentes variantes. Des circuits touristiques visant à faire connaître le potentiel touristique de l'Ahaggar est également prévue.

Selon son président, Youcef Necib, le jury est composé d'enseignants spécialisés dans la linguistique et la littérature amazighes, en plus de représentants de départements ministériels, dont ceux de la culture et les arts, l'éducation nationale et l'enseignement supérieur et la

recherche scientifique.

Des critères précis ont été arrêtés pour sélectionner et récompenser les meilleures recherches et travaux dans les domaines de la linguistique et de la littérature en langue amazighes, ainsi que les œuvres traduites vers cette langue, et les recherches sur le patrimoine culturel amazigh, matériel et immatériel, et la recherche scientifique. Le secrétaire général du HCA a poursuivi hier sa visite dans la wilaya de Tamanrasset, par une rencontre interactive avec les enseignants du département de langue et culture amazighes de l'université Hadj Moussa Ag-Akhamoukh, et des responsables du secteur de l'éducation nationale des wilayas de Tamanrasset et In Guezzam.

M. Y.

Secteur de la culture

Insertion professionnelle de 15% du nombre des personnes concernées

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abderrahmane Lahfaya, a révélé mardi, que 15% des personnes concernées par l'opération d'insertion des affiliées aux dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) et d'insertion sociale des diplômés du secteur de la culture et des arts ont été régularisées jusqu'au 15 septembre 2021.

Selon un communiqué du ministère, M. Lahfaya a expliqué, lors d'une séance de travail avec la ministre de la Culture et des Arts, Wafa Chaâlal, sur le processus d'insertion des affiliés du DAIP et des contrats d'insertion sociale des diplômés, que «jusqu'au 15 septembre 2021, environ 15%, soit 730 personnes ont été régularisées sur le nombre

total des concernées par cette démarche dans le secteur de la culture et des arts, dont le nombre est estimé à 4 644 inscrits».

Le ministre a mis l'accent sur «certains obstacles qui ont empêché la mise en œuvre du processus d'insertion dans le secteur, notamment l'incompatibilité des postes budgétaires avec les spécialités des personnes insérées dans le secteur de la culture, ainsi que les conditions de recrutement mentionnées dans les statuts des personnes affiliées à ce secteur», a ajouté le communiqué.

Le ministre a révélé que cette réunion de coordination «a permis de trouver un nombre de solutions pratiques qui contribueront à donner un nouvel élan

à la cadence de l'insertion, qui est principalement de donner plus de flexibilité dans les conditions de recrutement mentionnées dans les statuts avec les spécialités des personnes insérées dans le secteur».

M. Lahfaya a affirmé que «le gouvernement vise à clore ce dossier et à offrir des postes permanents au profit des jeunes qui bénéficient du processus d'insertion, ainsi qu'à œuvrer pour mettre en place tous les mécanismes à même d'assurer le déroulement de cette opération dans les meilleures conditions, selon des critères objectifs et transparents et selon l'ancienneté dans le dispositif. A la même occasion, le ministre a salué «le rôle positif et le grand effort déployé par le ministère des

Finances et la direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative pour accompagner ce processus de règlement définitif de ce dossier sensible dans les délais fixés», soulignant «la nécessité d'un avantage de coordination et de coopération entre tous les secteurs concernés pour surmonter les difficultés». Le communiqué précise que le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale organise depuis le mois d'août dernier une série de réunions de coordination avec tous les secteurs concernés par le processus d'insertion afin de surmonter les difficultés et trouver des solutions à même de concrétiser les engagements du gouvernement dans ce cadre.

Maya H.

Industrie

Signature d'une convention de partenariat entre l'ANADE et l'INAPI

■ Une convention de partenariat a été signée, mardi à Alger, entre l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) et l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI), à l'effet d'accompagner les micro-entreprises en matière de protection juridique de leurs produits.



Par Salem K.

S exprimant à cette occasion, le directeur générale de l'Inapi, Abdelhafid

Benmehdi a précisé que cette convention devra accompagner les porteurs de projets quant à la protection de leurs droits sur la propriété intellectuelle.

L'Institut veillera à protéger les porteurs de projets contre la contrefaçon de leurs idées et produits et à les accompagner par des informations nécessaires à la protection de leurs

projets sur le plan légal, a expliqué M. Benmehdi qui a relevé que l'Inapi a enregistré une hausse des demandes d'enregistrement des nouveaux produits en période de pandémie du Covid-19.

Pour sa part, le directeur général de l'Anade, Mohamed Cherif Bouaoud a affirmé que cette convention tend à encourager l'innovation et la créativité en vue de créer davantage de micro-entreprises au sein d'un cadre juridique préservant l'idée de tout porteur de projet.

Elle vise également à développer les activités qui contribuent largement à la prospérité du développement durable et à la relance d'une économie source d'emplois et de richesses ainsi qu'au renforcement de l'esprit entrepreneurial auprès des porteurs de projets dans le domaine des productions industrielles.

Signée au siège de la direction générale de l'Anade, cette convention vient en application de la convention-cadre conclue entre le ministère de l'Industrie et le ministère délégué auprès du Premier ministre chargé des Micro-entreprises.

S. K.

Pétrole

Le Brent à plus de 78 dollars

Les cours du pétrole étaient en baisse hier au lendemain d'un nouveau sommet du Brent, les investisseurs prenant leurs bénéfices en attendant les données sur les stocks aux Etats-Unis publiés cet après-midi par l'EIA.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre était en baisse de 0,76% par rapport à la clôture de mardi, à 78,49 dollars à Londres.

A New York, le baril de WTI pour le même mois perdait aussi 0,76% à 74,72 dollars.

Le contrat de référence en Europe atterrit après un nouveau plus haut touché la veille, à 80,75 dollars le baril, une première depuis octobre 2018.

«Ce moment marquant s'est avéré quelque peu décevant», juge Stephen Brennock, analyste de PVM.

«A peine avait-il dépassé les 80 dollars le baril qu'un mouvement de prise de bénéfices s'est produit», reprend-il, une réaction somme toute logique après cinq séances consécutives de hausse.

La force actuelle du dollar et une augmentation des stocks de brut aux Etats-Unis rapportée par l'American Petroleum Institute (API), la fédération qui regroupe les professionnels du secteur pétrolier aux Etats-Unis, ont aussi eu raison de cette envolée.

L'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA), aux estimations jugées plus fiables sur cette évolution hebdomadaire des stocks, publiera ses propres chiffres sur les stocks plus tard dans la journée.

Selon la médiane d'analystes interrogés par l'agence Bloomberg, ils sont attendus en baisse de 2,15 millions de barils. Si cette baisse se vérifiait, il s'agirait de la huitième semaine de suite.

Les stocks de brut sont scrutés de près par les observateurs et acteurs de marchés, la vitesse à laquelle ils se réduisent aidant à apprécier l'ampleur du déficit entre l'offre, contrainte, et la demande, solide.

R. H.

Agriculture

Des professionnels préconisent une meilleure valorisation des eaux usées

Les participants à une rencontre sur l'hydraulique agricole, organisée mardi à Alger, ont appelé à mieux valoriser les eaux usées comme ressource alternative face au stress hydrique qui touche l'Algérie depuis plusieurs années.

Les intervenants, lors de cette rencontre tenue en marge de la 16^{ème} édition du Salon international des équipements, des technologies et des services de l'eau SIEE-Pollutec, ont souligné l'importance de recourir davan-

tage à la réutilisation des eaux usées, une pratique prometteuse qui devra répondre aux objectifs du développement durable dans sa triple dimension : économique, sociale et environnementale.

Ainsi, le responsable au laboratoire Eau, Environnement et Développement durable à l'université de Blida, Nacer Mohamed-Wahib, a estimé que la réutilisation des eaux usées est devenue indispensable pour l'Algérie. Ce choix s'impose,

explique-t-il, par le fait que l'Algérie est confrontée au stress hydrique, en plus d'autres contraintes liées, notamment aux nouveaux polluants émergents.

Pour cet universitaire, il est possible aussi à travers le traitement de cette ressource, d'extraire de l'azote, du phosphore et du potassium, des nutriments afin de les utiliser comme fertilisants agricoles. Concernant le choix technologique, l'expert a souligné que le coût et les performances agricoles consti-

tuaient les paramètres décisifs qui déterminent la technologie appropriée à adopter dans le traitement des eaux usées.

Pour sa part, Lynda Kitouche, responsable à l'Office national de l'assainissement (ONA), a fait savoir que le volume des eaux usées épurées en 2020 n'ont pas dépassé les 243 millions de m³.

Elle a relevé également qu'un volume de 6,8 millions de m³ d'eau épurée, cumulé au premier semestre de l'année en

Pêche et aquaculture Vers la mise en place d'un système de traçabilité des produits

Le ministère de la Pêche et des Productions halieutiques a annoncé, mardi, l'élaboration d'un système de traçabilité permettant de suivre un produit de la production à la consommation, en retraçant le parcours de vente de gros et de détail.

Le nouveau système de traçabilité des produits qui tend à organiser et à réguler le marché des produits halieutiques a été au centre d'une réunion organisée par la direction de contrôle des activités de la pêche et de l'aquaculture et de la régulation du marché des produits halieutiques, selon un communiqué publié sur la page facebook du ministère.

Outre les cadres du ministère de la Pêche et des productions halieutiques, la rencontre a vu la participation de cadres des ministères du Commerce et de la promotion des exportations, de l'agriculture et du développement rural, outre des représentants du Laboratoire national de contrôle et d'analyse des produits de la pêche et de l'aquaculture et de la salubrité des milieux.

La rencontre a permis le débat d'un projet de texte réglementaire en cours de préparation pour fixer les conditions et le mode d'utilisation du système de traçabilité des produits de la pêche et de l'aquaculture, ajoute le communiqué.

Pour rappel, le ministère de la Pêche envisage la création de trois marchés de gros pour la commercialisation des poissons et produits de la mer à l'est, au centre et à l'ouest du pays pour une première étape, en attendant la généralisation de l'opération à d'autres régions pour une meilleure traçabilité des produits de la pêche et de l'aquaculture, la régulation des prix et la lutte contre la spéculation.

Maya H.

S. K.

Mostaganem

La télésurveillance, plus qu'une nécessité

■ A Mostaganem et durant la saison estivale, la population urbaine subit une nette augmentation visible surtout dans les espaces commerciaux.

Par Lotfi Abdelmadjid

Il est aujourd'hui, plus que jamais nécessaire, avec le développement de la technologie, d'avoir recours à des caméras de surveillance comme alliées de poids dans le dispositif sécuritaire. Les corps de sécurité publique assument une grande responsabilité pour la sécurisation des biens et des personnes, surtout dans les lieux à forte densité de la population, et places publiques (marchés, boulevards, centre-villes, stades de football, etc.). Cependant, dans une ville côtière, très convoitée, durant la saison estivale comme Mostaganem, attend toujours la réception et l'installation des caméras de surveillance. Ce nouveau dispositif qui est considéré comme une arme efficace de dissuasion et de résolutions d'affaires délicates en lieux publics, portera à coup sûr ses fruits, tant son efficacité n'est plus à prouver, et il sera d'une grande aide aux gardiens de la paix et autres agents

de police dans leur tâche de veiller à la quiétude des citoyens se trouvant en territoire de la wilaya. Les sites pilotes où devraient être installées ces caméras sont de l'avis de tous; bien approprié au niveau du grand marché informel toléré de Aïn Sefra, nom tiré de l'oued asséché mitoyen en plein centre-ville de Mostaganem, qui conglobe un nombre impressionnant de visiteurs et badauds en quête de toutes sortes de produits de premières nécessités, fruits et légumes et autres bricoles à bon prix. Car, force est de constater l'urgence de renforcer la sécurité à cet endroit bondé à longueur d'année et plus encore pendant le Ramadan, propice aux bagarres, agressions et aux voleurs à la sauvette possédant un doigt incroyablement redoutable au moment de subtiliser de menus objets de personnes occupées à faire leurs emplettes au beau milieu d'une foultitude de clients et passants, à l'image de téléphones mobiles, portefeuilles et autres sacoches mise en bandoulière. Habib, un retraité et client occasionnel de ce type de marché nous affirmera que pour s'aventurer à Aïn Sefra, il faut être très vigilant et aux

aguets. A ce sujet, on nous indique et depuis quelques temps qu'il existe bien un projet d'acquisition de caméras de surveillance, mais il se fait attendre même se ce type d'instrument est d'une efficacité dissuasive

non négligeable. Aussi, il faut le souligner que ce dispositif serait le bienvenu au vu de l'insuffisance du nombre d'agents déployés et la difficulté d'encadrer convenablement les territoires sensibles en matière de sécurité.

Parce qu'à l'heure actuelle, Mostaganem, wilaya très visitée doit se doter pour garantir un maillage sécuritaire adéquat et qui s'inscrit dans la stratégie de l'anticipation.

L. A.



Naâma Don de huit concentrateurs d'oxygène au profit de deux hôpitaux

Deux établissements sanitaires de la daïra de Aïn Sefra (wilaya de Naâma), ont réceptionné, mardi, huit concentrateurs d'oxygène, a-t-on appris de donateurs de la région.

Le bureau de wilaya de l'association Les amis du malade et aux besoins spécifiques, la section de la commune de Aïn Sefra de l'Association des ulémas algériens et une bienfaitrice émigrée ont fait don de cinq concentrateurs d'oxygène d'une contenance de 10 litres à l'hôpital Mohammed Boudiaf alors que l'établissement public de santé de proximité de la même daïra a été doté de trois autres concentrateurs.

Ces concentrateurs ont été mis à la disposition des staffs médicaux au niveau de différents services dont celui dédié au Covid-19 en vue de contribuer au renforcement des efforts de prise en charge des malades et répondre aux besoins en ce produit vital.

Plusieurs initiatives de solidarité ont été enregistrées dans la wilaya de Naâma pour renforcer les structures sanitaires en appareils de respiration et concentrateurs d'oxygène médical, notamment dans les communes de Naâma, Mecheria et Aïn Sefra dans le cadre de la mobilisation de la société civile et de bienfaiteurs pour contribuer aux efforts de lutte contre la pandémie du coronavirus, rappelle-t-on.

R. R.

Touggourt

La culture du quinoa suscite un vif engouement des agriculteurs en milieu oasien

La culture du quinoa (pseudocéréale sans gluten) en milieu oasien a suscité un vif engouement des agriculteurs dans la wilaya de Touggourt, ont indiqué hier, des vulgarisateurs agricoles.

Ce constat est justifié par le nombre important d'agriculteurs locaux intéressés par la culture du quinoa qui n'a pas cessé d'augmenter d'une année à l'autre à travers certaines localités de la région d'Oued Righ où les conditions naturelles favorables (qualité du sol, eau et climat) sont réunies pour cultiver cette espèce, a affirmé à l'APS, Halima Khaled, ingénieure agronome et cadre à la Ferme de démonstration et de production de

semences (FDSP - El Arfiâne), au lendemain d'une journée de vulgarisation agricole à Blidet Amor (sud de Touggourt) sur le développement de la culture du quinoa en milieu oasien.

Menées par des agriculteurs locaux, dont l'encadrement et l'accompagnement technique est assuré par la FDSP, la majorité des expériences de production du quinoa réalisées ces dernières années, souvent sur de petites parcelles au niveau des palmeraies, ont donné de bons résultats, non seulement en matière de rendement, mais aussi de la qualité de ce produit agricole, a-t-elle dit.

Pour sa part, Mekia Belahmou, présidente de l'asso-

ciation à caractère sociale Taouert, a souligné l'importance de promouvoir les activités de la femme rurale, notamment celles liées à l'agriculture de subsistance permettant de contribuer à la diversification de l'économie nationale et la sécurité alimentaire. «Nous poursuivons notre programme de sensibilisation pour promouvoir la place de la femme rurale qui représente une force socio-économique susceptible de jouer un rôle crucial dans la contribution à la multiplication des revenus familiaux», a-t-elle poursuivi.

Encadrée par la FDSP - El Arfiâne à Djamaâ (El Meghaïer) relevant de l'Institut technique de développement de l'agriculture

saharienne (ITDAS - Biskra), avec le concours de plusieurs acteurs, à l'instar de l'association Taouert à Blidet Amor et celle des intolérants au gluten de Touggourt, cette initiative de sensibilisation ayant pour objectif de sensibiliser les agriculteurs sur les aspects techniques et les bonnes pratiques concernant la culture du quinoa en milieu oasien, a été aussi une occasion d'exposer des semences et déguster des plats préparés à base de cette plante considérée également comme aliment sans gluten spécial maladie coeliaque (intolérance au gluten) pour remplacer le blé, selon les organisateurs.

Anis G.

Tipasa

Dernière halte pour la caravane touristique d'information

La caravane d'information pour la promotion du tourisme, organisée au profit des représentants de la presse nationale, a effectué, mardi, sa dernière halte à Tipasa, où elle a visité de nombreuses structures d'accueil de cette belle wilaya du littoral algérien.

La délégation des représentants de la presse nationale a entamé sa visite par le complexe Le village touristique, réouvert durant cette saison estivale,

après un arrêt de quatre ans, en raison de travaux de modernisation et de réhabilitation, ayant coûté une enveloppe de près 35 millions de DA.

Ce complexe, relevant de l'entreprise de gestion touristique de Tipasa, s'étend sur une surface de 180 775 m², dont 26 000 m² bâtis, et le reste représenté par des surfaces vertes, des terrains de sport, un club équestre, des restaurants et une forêt récréative, en plus de 200 bungalows et

chalets, d'une capacité d'accueil de 1 000 lits. Le village touristique est caractérisé par un style architectural unique qui en fait une destination privilégiée pour les touristes qui choisissent le littoral-Centre de l'Algérie, ceci d'autant plus qu'il est situé sur le bord de la RN 11, une belle route du littoral algérien offrant des paysages féériques au visiteur.

Avant d'arriver à Tipasa, cette caravane d'information a visité Relizane et Tlemcen, au titre de

la même démarche initiée par l'Office nationale du tourisme (ONT), à l'occasion de la Journée internationale du tourisme (27 septembre).

Cette caravane d'information, inscrite au titre des efforts de l'ONT, pour la promotion de la destination Algérie, compte notamment des représentants des établissements d'information télévisuels privés et publics et de la Radio nationale.

Tahira C.

Risque mineur pour la population selon un expert

Arrivée de la lave volcanique dans l'océan aux Canaries

■ Les émanations de gaz provoquées par l'arrivée dans l'océan de la lave du volcan Cumbre Vieja, dans l'archipel espagnol des Canaries, représentent pour l'heure un risque mineur pour la population, a estimé hier, un expert.



Par Fil T.

«**N**ous avons actuellement un vent important dans la région qui dissipe davantage cette colonne (de gaz) vers la mer,

donc le risque est beaucoup plus faible» que prévu, a déclaré Rubén Fernández, l'un des responsables du Plan d'urgence volcanique des Canaries (Pevolca).

La coulée de lave du Cumbre Vieja, entré en éruption il y a 10

jours sur l'île de La Palma, dans l'archipel des Canaries, a atteint l'océan dans la nuit de mardi à hier. Cette rencontre entre la lave en fusion et l'eau était particulièrement redoutée en raison de la production de gaz toxique et de particules nocives qu'elle pouvait

entraîner, ce qui la rend potentiellement dangereuse.

Pour cette raison, le gouvernement régional de l'archipel avait décrété un «rayon d'exclusion de 2 000 marins» autour de l'endroit où était prévue l'arrivée de la lave et appelé les habitants de plusieurs quartiers de Tazacorte, un village situé près de la côte, à se confiner.

Mercredi matin, la télévision nationale TVE montrait des images de la cascade de lave entrant dans la mer, provoquant de grandes colonnes de vapeur et de gaz.

«Pour le moment, nous n'avons aucune indication qui nous fasse penser que c'est dangereux pour les personnes qui sont confinées, ni pour les équipes d'urgence, qui respectent également les périmètres de sécurité», a déclaré M.

Fernandez sur la radio nationale RNE. En raison de l'éruption qui a commencé le 19 septembre, plus de 6 000 personnes ont dû quitter leur domicile, mais il n'y a eu ni blessé ni mort, bien que de graves dégâts matériels aient été causés. La lave a déjà détruit 656 bâtiments - pas tous des habitations - et recouvert 268 ha sur cette île de 85 000 habitants qui vit de la culture de la banane et du tourisme, selon le système européen de mesure géospatiale Copernicus.

F. T.

Afrique du Sud

Plus de 1300 suspects arrêtés lors d'une grande opération de police

Quelque 1.370 suspects ont été arrêtés dans la province sud-africaine de Gauteng lors d'une campagne de lutte contre le crime, a révélé mardi la police.

Une grande opération menée pendant le week-end de la Journée du patrimoine par le lieutenant-général Elias Mawela,

commissaire de la province qui comprend notamment Pretoria et Johannesburg, a permis l'arrestation de 1.370 suspects pour des crimes graves, tels que le meurtre, viol, vol de véhicules, possession d'armes à feu et de munitions sans licence, braquage et vol de maisons et vol à main armée. Le porte-parole de

la police de Gauteng, Mavela Masondo, a déclaré à la presse que l'opération comprenait des barrages routiers, des contrôles et des fouilles, des patrouilles à pied, ainsi que la recherche de suspects. L'Afrique du Sud connaît des meurtres en constante augmentation. Un total de 4976 personnes ont été

tuées pendant le premier trimestre de cette année, soit 8,4% de plus que l'année précédente, a déclaré le ministre de la Police Bheki Cele à la presse, précisant que la moitié de ces meurtres (2.378) sont survenus dans des lieux publics : rues, champs, parcs, plages et bâtiments abandonnés.

Seal A.

Ecologie

Le 8^{ème} Forum international de Kubuqi sur le désert s'est ouvert en Mongolie

Un Forum international sur le désert s'est ouvert mardi, dans la ville d'Ordos, dans la région autonome de Mongolie intérieure (nord), pour discuter de la transition énergétique verte.

Dans le cadre des efforts de la Chine visant à réduire les émissions de dioxyde de carbone, le 8^{ème} Forum international de Kubuqi sur le désert vise à mieux exploiter le potentiel de transformation énergétique dans les zones désertifiées, et à explorer

un modèle de développement durable.

Plus de 400 responsables, universitaires, représentants du monde des affaires et des finances de 20 pays, régions et ONG, ont participé au forum qui s'est tenu en ligne et en présentiel. Dans un discours vidéo prononcé lors de la cérémonie d'ouverture, le président de l'Association des sciences et technologies de Chine, Wan Gang, a appelé à la poursuite des efforts pour promouvoir le

progrès écologique et le développement durable à l'échelle mondiale, ainsi que pour aider à atteindre les objectifs des émissions de carbone.

Pour sa part, le secrétaire exécutif de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, Ibrahim Thiaw, a déclaré que la gestion des terres peut contribuer à la lutte contre le changement climatique.

«La Chine dispose d'un système d'aménagement du territoire

bien établi. Il coordonne l'utilisation des terres pour la sécurité alimentaire, la conservation de l'environnement ainsi que le développement urbain et rural», a fait observer M. Thiaw.

La Chine a annoncé vouloir atteindre un pic des émissions de dioxyde de carbone d'ici à 2030 et de parvenir à la neutralité carbone d'ici à 2060. Le Forum international de Kubuqi sur le désert se tient tous les deux ans depuis 2007.

Yol N.

Chine

Shanghai lance son premier train de fret Chine-Europe

Shanghai a lancé mardi un service de train de fret à destination de Hambourg, en Allemagne, marquant le premier service ferroviaire transfrontalier entre Shanghai et l'Europe. Le Shanghai Express chargé de 50 conteneurs contenant, notamment des vêtements, des pièces automobiles et des panneaux solaires, traversera plus de 10 000 km en deux semaines avant d'arriver à Hambourg, selon les douanes de Shanghai. Le train quittera la

Chine par le col d'Alataw, dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang (nord-ouest), et passera par le Kazakhstan, la Russie, la Biélorussie et la Pologne. Cette année marque le 35^e anniversaire de l'établissement des relations d'amitié entre Shanghai et Hambourg. D'autres trains devraient circuler le long de la ligne à l'avenir. Pan Hua, représentante en chef du bureau de liaison de Hambourg en Chine, a indiqué que le lancement du service faciliterait les échanges éco-

nomiques et commerciaux et la coopération entre la Chine et l'Allemagne, l'Europe et les autres pays le long de la ligne ferroviaire.

Mise en service de la mégacentrale hydroélectrique de plus haute altitude dans le pays

Une mégacentrale hydroélectrique construite à une altitude moyenne de 3 000 mètres, la plus haute de ce type en Chine,

est entrée en service hier.

Les deux premières unités de production d'électricité de 500 000 kW sont entrées en service à la centrale hydroélectrique de Lianghekou, sur la rivière Yalong, dans la préfecture autonome tibétaine de Garze de la province chinoise du Sichuan (sud-ouest). Cette inauguration marque ainsi le début de l'exploitation de cette centrale dotée d'une capacité installée totale prévue de 3 millions de kW.

R. D.

Corruption

La justice américaine autorise l'extradition de l'ex-président péruvien Toledo

Un tribunal fédéral de Californie a autorisé mardi l'extradition de l'ancien président péruvien Alejandro Toledo vers son pays, où il est poursuivi dans un vaste dossier de corruption.

M. Toledo, 75 ans, a dirigé le Pérou de 2001 à 2006 et est accusé par Lima de corruption en lien avec le groupe de BTP brésilien Odebrecht.

L'ancien chef d'Etat résidait en Californie, où il avait été arrêté en juillet 2019.

En mai 2018, le Pérou avait transmis aux Etats-Unis une demande d'extradition concernant Alejandro Toledo, soupçonné d'avoir reçu 20 millions de dollars de pots-de-vin de la part du groupe Odebrecht pour le marché de construction d'une autoroute.

L'ex-président a démenti ses accusations. Le groupe de BTP brésilien est au cœur d'un vaste scandale dans la classe politique péruvienne et en Amérique latine.

Le tribunal fédéral qui a examiné la demande d'extradition "estime suffisantes les preuves de collusion et de blanchiment d'argent", selon le jugement rendu mardi.

Maintenant que la justice a donné son feu vert, la décision finale sur l'extradition d'Alejandro Toledo, placé en résidence surveillée en Californie, revient au gouvernement américain.

Selon le ministère américain de la Justice, Odebrecht, a distribué pendant plus d'une décennie un total de 788 millions de dollars dans une dizaine de pays latino-américains afin de remporter des contrats.

L'entreprise a reconnu avoir versé 29 millions de dollars de pots-de-vin au Pérou entre 2005 et 2014.

O. N.



Afghanistan

Au marché de l'opium afghan, les prix s'envolent sous les taliban

■ Sur un marché du sud de l'Afghanistan, les vendeurs sourient à côté de leurs sacs d'opium. Alors que le pays s'enfoncé dans la misère, le prix de sa drogue phare s'est envolé depuis le retour des taliban au pouvoir.

Par Mourad M.

Assis en tailleur sur une bâche poussiéreuse, Amanullah (nom d'emprunt) plonge son coudeau dans un grand sac plastique où dorment 4 kg d'une boue marron. Il en extrait une boulette, qu'il place dans une coupelle posée sur la flamme d'un réchaud.

La résine de pavot bout et se liquéfie, mais reste homogène : l'opium est pur, il n'a pas été coupé avec des additifs chimiques pour faire masse.

A ses côtés, son compère Mohammad Masoom esquisse un sourire : ils vont pouvoir le

vendre au prix fort, sur ce marché en plein air d'Howz-e-Madad où s'écoule une infime part de l'énorme production afghane d'opium, de loin la première au monde.

Car depuis le retour au pouvoir des taliban à la mi-août, le prix de l'opium, transformé en héroïne dans le pays, ou au Pakistan et en Iran tout proches, pour ensuite nourrir le marché européen notamment, a triplé.

Il atteint aujourd'hui sur ce marché 17 500 roupies pakistanaises (PKR) le kg, soit près de 90 euros, explique Mohammad, sous la toile tendue sur quatre piquets qui protège leur échoppe de fortune du soleil brûlant de

la plaine aride.

A quelques kilomètres de là, toujours dans la province de Kandahar, Zekria (nom d'emprunt) confirme l'envolée récente des prix. Ce fermier vend aujourd'hui son opium, d'une meilleure qualité que celui de Mohammad, plus de 25 000 PKR le kg, 126 euros environ, contre 7 500 PKR avant août. Météo, sécurité, remous politiques, fermeture de frontières... Nombre d'éléments peuvent faire varier très rapidement le cours de l'opium.

Ils alimentent chaque jour les discussions à Howz-e-Madad, où des centaines de producteurs, vendeurs et clients, barbes noires et blanches enturbannées, devisent autour d'un thé vert entre deux alignements de sacs d'opium ou de haschich.

Selon eux, c'est une déclaration du porte-parole du régime taliban, Zabihullah Mujahid, le 17 août dernier, qui a fait s'envoler les prix. Il avait alors assuré au reste du monde que le pays ne produirait plus de stupéfiants.

Prudent, il avait ajouté que son pays aurait pour cela «besoin de l'aide internationale» pour fournir aux paysans de quoi vivre à la place de l'opium.

La rumeur d'une interdiction imminente de la culture du pavot s'est répandue comme une traînée de poudre dans la province de Kandahar, à la fois bastion historique des taliban, grosse productrice d'opium et plaque tournante du trafic.

Les acheteurs anticipent une pénurie d'opium, «et ça a fait bondir les prix», explique Zekria.

A 40 ans, dont 20 passés à faire pousser du pavot, comme son père et son grand-père, il ne croit pas que les taliban «puissent éradiquer tout l'opium en



Ph. > D. K.

Afghanistan». En 2000, le premier régime taliban avait interdit la culture de l'opium, décrétée haram (contraire à la loi islamique) et fait baisser la production, avant d'être renversé par les Occidentaux, qui ont eux aussi cherché à l'éradiquer.

Mais année après année, la production afghane d'opium reste très élevée. En 2020, le pays a produit 6 300 tonnes sur 224 000 ha, selon l'ONU.

L'équation semble impossible : éradiquer une production qui génère jusqu'à deux milliards de dollars (1,7 milliard d'euros) de revenus dans l'un des pays les plus démunis du monde.

Les paysans du Sud, eux, ne se posent pas la question.

«On sait que ce n'est pas bien, que c'est interdit par l'Islam, mais on est obligé, sinon on ne peut pas gagner notre vie. Ici on n'a pas d'eau, pas de graines, on ne peut pas faire pousser grand-chose d'autre», explique Mohammad. «Sans l'opium, je ne couvre même pas mes coûts», abonde Zekria, qui a une famille de 25 membres à nourrir. «On n'a pas d'autre travail, pas d'autre

solution si la communauté internationale ne nous aide pas».

Mais l'aide internationale n'a jusqu'ici rien donné, malgré les sommes pharaoniques (8,6 milliards de dollars) investies par les Etats-Unis ces 20 dernières années. Au même moment, les taliban s'accoutumaient de l'opium qui finançait leur rébellion contre les Occidentaux. En 2016, ils en tiraient «la moitié de leurs revenus» selon l'ONU.

Tout juste revenus au pouvoir, les islamistes avancent à pas de loup, au moment où la famine menace un tiers de la population, toujours selon l'ONU.

Dans son bureau de Kandahar, un des responsables provinciaux, le mollah Noor Mohammad Saëed, rappelle à l'AFP que «produire de l'opium est proscrit par l'Islam et mauvais pour les gens».

Mais il se garde bien de confirmer une prochaine interdiction, renvoyant lui aussi la balle à la communauté internationale : «S'ils sont prêts à aider les paysans à arrêter l'opium, alors nous l'interdirons».

M. M.



Commentaire

Renoncement

Par Fouzia Mahmoudi

Si à droite l'on parle surtout des candidats Valérie Pécresse et Xavier Bertrand pour les présidentielles de 2022, d'autres candidats se sont toutefois lancés dans la course à l'Élysée. Même s'ils sont beaucoup moins médiatisés et surtout moins prit au sérieux, personnes n'envoyant leur possible victoire à l'issue du congrès LR de décembre prochain lors duquel sera désigné le candidat officiel du parti, ils tentent néanmoins de se distinguer. Parmi ceux-là, Michel Barnier, qui fut ministre de Jacques Chirac et qui officie depuis des années au sein de l'Union européenne lui conférant l'image d'un homme sérieux et expérimenté sur les sujets difficiles et techniques. Mais surtout ses longues années passées à Bruxelles font de lui l'une des personnalités politiques les plus respectées au sein des instances européennes. En mars dernier, à la fin de son mandat s'est sous les éloges de ses alliés et de ses adversaires qu'il quittait Bruxelles, tous participant ensemble à l'hommage fait au français, par deux fois commissaire et européen convaincu. A 70 ans passés, il parlait sur un succès, après avoir mené à terme, au nom des Vingt-Sept, les très difficiles négociations sur le Brexit avec Londres. Moins de six mois plus tard, le même Michel Barnier, qui a semé la consternation parmi ses plus fidèles soutiens dans la sphère européenne. En effet, à l'occasion des journées parlementaires des Républicains à Nîmes, ce gaulliste social revendiqué s'est en effet attaqué aux fondements mêmes de cette Union européenne qu'il sert avec loyauté depuis des années. «Il faut retrouver notre souveraineté juridique» sur la question des migrations, a-t-il lancé à l'auditoire, et ne pas être «menacés en permanence d'un arrêt ou d'une condamnation de la Cour de justice européenne ou de la Convention des droits de l'homme, ou d'une interprétation de notre propre institution judiciaire». En substance, a résumé sa formation politique dans un tweet, Michel Barnier ne veut plus que les français soient «soumis aux arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne ou de la Cour européenne des droits de l'homme». «Comment une telle phrase peut-elle avoir été prononcée par un européen aussi engagé ?», s'est immédiatement demandé le secrétaire d'État aux affaires européennes, Clément Beaune. La prestation de Barnier a en tout cas alimenté les conversations des ambassadeurs des Vingt-Sept auprès de l'UE, qui déjeunaient ensemble peu après la sortie de Barnier dans la capitale de la Slovaquie, Ljubljana. «Il va plus loin que les Polonais, qui contestent la primauté du droit européen ponctuellement ! Il vient de casser l'image qu'il s'était lui-même construite. Pas sûr que ce soit payant politiquement !», constate l'un d'eux. A Bruxelles, même ses anciens collaborateurs ne cachent pas leur déception. «On est tous atterrés», confie un haut fonctionnaire européen, «c'est un naufrage, un pacte faustien». Ainsi, après avoir suivi une politique éminemment européenne depuis de longues années, et être même devenu l'un des technocrates les plus fiables de l'UE, Barnier voyant la tendance anti-européiste des électeurs de droite a semble-t-il décidé de suivre le pas pour ne pas être ignoré par les électeurs LR qui ont à cœur les questions de souveraineté, de sécurité et surtout d'immigration. Des questions souvent incompatibles avec la mainmise de Bruxelles sur les politiques des nations et qui seront un enjeu majeur pour désigner le candidat LR pour 2022, mais aussi et surtout durant la campagne présidentielle.

F. M.

Japon

Le modéré Fumio Kishida élu à la tête du parti au pouvoir et prochain Premier ministre

L'ancien ministre des Affaires étrangères Fumio Kishida, 64 ans, a été élu hier à la tête du parti au pouvoir au Japon et deviendra la semaine prochaine Premier ministre du pays.

M. Kishida, considéré comme un modéré, a battu lors du duel final pour la présidence du Partilibéral démocrate (PLD, droite conservatrice) un adversaire disposant pourtant d'une plus grande notoriété: Taro Kono, 58 ans, le «Monsieur vaccination» du gouvernement sortant.

L'actuel Premier ministre Yoshihide Suga, impopulaire dans l'opinion après un an à la tête d'un pays marqué comme ailleurs par la crise sanitaire, avait décidé de ne pas se présenter à ce scrutin du PLD qui domine la vie politique japonaise depuis 1955. M. Kishida, qui sera

désigné Premier ministre à l'issue d'un vote le 4 octobre au Parlement, où le PLD est présent en force, devra désormais mener son parti à la bataille des élections législatives devant avoir lieu d'ici novembre, pour laquelle il part favori.

«Nous devons montrer au public que le PLD est ressuscité et a besoin de son soutien» pour ces élections aux deux chambres du Parlement, a-t-il déclaré après sa victoire. «Allons à l'élection unis», a-t-il lancé.

M. Kishida, chef de la diplomatie japonaise de 2012 à 2017 et héritier d'une famille d'hommes politiques, avait échoué en 2020 face à M. Suga et a été le premier à déclarer sa candidature à l'élection de cette année.

Mettant en avant ses qualités d'écoute et invitant les Japonais

à lui faire part de leurs demandes et de leurs idées, il a cherché à tirer parti du mécontentement de l'opinion publique à l'égard de la gestion de la crise sanitaire qui a fait chuter la cote de popularité du gouvernement Suga.

Mais le premier tour de cette élection interne du PLD s'est révélé extrêmement serré, M. Kishida ne devançant M. Kono que d'une voix, et la candidate ultra-conservatrice Sanae Takaichi, soutenue par le précédent Premier ministre Shinzo Abe, réalisant également un bon score.

Deux femmes figuraient parmi les quatre personnalités en lice au départ, fait inhabituel dans un pays qui n'a jamais eu de femme Premier ministre et qui compte peu de personnalités politiques féminines de premier plan.



US Biskra

Bouzidi nouvel entraîneur

Le technicien Youcef Bouzidi est devenu le nouvel entraîneur de l'US Biskra, en remplacement d'Azzedine Aït Djoudi, dont le contrat n'a pas été renouvelé, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football, mardi sur sa page officielle Facebook.

Bouzidi (64 ans) restait sur une courte expérience à la JS Kabylie lors de la précédente saison, avant de quitter son poste en janvier, pour être remplacé par le

Français Denis Lavagne, parti rejoindre de son côté durant l'intersaison l'USM Alger. L'USB, a dû attendre la 37e et avant dernière journée du défunt exercice pour assurer son maintien parmi l'élite, 6 grâce à sa victoire à domicile face à l'ASO Chlef (2-0). Pour préparer la nouvelle saison 2021-2022, dont le coup d'envoi sera donné le week-end du 22-23 octobre, la formation des Ziban a rallié Alger lundi pour effectuer son stage pré-compétitif.

O Médéa

Kamel Damardji nouveau président

Kamel Damardji, l'ancien n°2 de la formation de Médéa, a officiellement pris la place de Mahfoud Boukelkal à la tête du club lors de l'assemblée générale extraordinaire.

Le Conseil d'administration de la Société sportive par actions/Olympique Médéa s'est

réuni, dans la semaine, pour désigner un nouveau patron après la démission de Mahfoud Boukelkal. Dans un communiqué de presse, le club de Médéa a aussi annoncé l'arrivée de trois nouveaux membres au CA. Il s'agit de Mohamed Nabi, Merouane Benali et Khaled Skander.

Confédération africaine d'escrime

Raouf Bernaoui élu 1^{er} vice-président

L'Algérien Raouf Salim Bernaoui a été élu au poste de vice-président de la Confédération africaine d'escrime, lors de l'assemblée générale électorale de l'instance africaine organisée lundi à M'bour au Sénégal. Bernaoui, ancien président de la Fédération algérienne d'escrime et ex-ministre de la Jeunesse et des Sports, a obtenu 28 des 30 voix des votants. De leur côté, les deux autres Algériens, Nassim Islem Bernaoui et Hadi Islem Bilal, ont été admis en tant que membres au sein de la Confédération continentale: le

premier au sein de la commission d'arbitrage et le second au sein de la Commission des compétitions. Par ailleurs, l'ancien ministre sénégalais des Sports et président de la Fédération sénégalaise d'escrime, Mbagnick Ndiaye, a été réélu pour un 4e mandat à la présidence de la Confédération. Il a battu le candidat ghanéen Mohamed Mahadi par 21 voix contre 8. Oumar Maïga et Cécile Faye, deux officiels sénégalais en lice dans cette instance, ont également été reconduits, respectivement au poste de trésorier général et membre du Comité exécutif.

Ligue des champions

Le Real Madrid se fait surprendre par le Sheriff Tiraspol

Après avoir raté un nombre incalculable d'occasions, le Real Madrid s'est incliné, à domicile, face au Sheriff Tiraspol (1-2). Grand favori dans cette rencontre, le Real Madrid a dominé, dès le début, son adversaire. À la pause, les Madrilènes affichaient même 73 % de possession de balle et surtout 14 frappes tentées. Mais ça n'a pas suffi pour trouver la faille. La faute à la prestation XXL de Georgios Athanasiadis.

Ni Karim Benzema (19e, 31e), ni Eden Hazard (36e, 44e) ni même Vinicius Jr (35e) n'ont réussi à faire trembler filets du Santiago Bernabeu en première mi-temps. Tout le contraire du petit club moldave qui, sur l'une de ses seules occasions, a surpris Thibaut Courtois. Après une attaque bien construite, et profi-

tant des espaces dans la défense madrilène, Cristiano Da Silva a adressé un centre millimétré pour Jasur Yakhshiboev qui a conclu de la tête (24e). Dominé, le Sheriff a eu le mérite de tenter de ressortir proprement le ballon et de ne pas se contenter de défendre.

Les coéquipiers de l'ancien Messin Adama Traoré ont aussi pu compter sur les multiples erreurs techniques du Real Madrid. Vinicius Jr, qui a beaucoup tenté en manquant toujours de précision dans le dernier geste, a obtenu un penalty à l'heure de jeu.

Il a été transformé par Benzema (64e). Et si le Real Madrid a continué de buter sur le gardien grec, il a fini par se faire surprendre en toute fin de rencontre.

Equipe nationale de football

Mahdi Tahrat forfait à son tour

■ Le sélectionneur de l'Equipe nationale de football, Djamel Belmadi, sera dans de beaux draps, avec les mauvaises nouvelles qui se suivent et cette avalanche de blessures qui se succèdent dans son effectif, à seulement quelques jours de la double confrontation face au Niger, les 8 et 12 octobre dans le cadre des 3^e et 4^e journées du 2^e tour des éliminatoires (Gr. A) de la Coupe du monde 2022.



Par Mahfoud M.

Le dernier joueur en date qui a rejoint l'infirmerie est le défenseur d'Al-Gharafa (Div.1/Qatar) Mahdi Tahrat, sorti à la fin du match disputé lundi à domicile face à Umm Salal (1-0). La durée de l'indisponibilité de l'ancien joueur du RC Lens (France) n'a pas été dévoilée. Il est le deuxième défenseur central à contracter une blessure, après Djamel Benlamri (Qatar SC), touché à la cuisse en pleine course, et forfait pour les deux rencontres face au Niger. Pour composer la charnière centrale en compagnie d'Aïssa

Mandi (Villarreal/Espagne), Belmadi devra recourir aux services d'Ahmed Touba (RKC Waalwijk/Pays-Bas) ou Abdelkader Bedrane (ES Tunis/Tunisie). Outre Tahrat et Benlamri, l'Equipe nationale sera privée du meilleur buteur des Verts en activité, Islam Slimani, victime d'une blessure musculaire le week-end dernier, lors du match nul concédé à la maison face au FC Lorient (1-1) en Ligue 1 française. Avec ce forfait, Slimani (35 buts) devra patienter pour essayer d'égaliser le record

de buts inscrits en équipe nationale, détenu par l'ancien attaquant des Verts, Abdelhafid Tassafout (36 buts). Deux attaquants se positionnent pour suppléer l'ancien baroudeur du CR Belouizdad, il s'agit d'Ishak Belfodil (Hertha Berlin/Allemagne) et Mohamed Amine Amoura, transféré cet été au FC Lugano (Suisse). Belmadi réfléchira très bien avant de prendre une quelconque décision, surtout qu'il s'agit d'un poste important dans le groupe.

Un Onze remanié face au Mena

Toujours dans le compartiment défensif, le latéral gauche du Borussia Monchengladbach (Allemagne), Rami Bensebaini, blessé à l'aine, devrait également faire l'impasse sur les deux prochains matchs des champions d'Afrique, lui qui ne compte que deux apparitions avec son club cette saison. Aussi, l'aïlier Rachid Ghezzal (Besiktas/Turquie), ainsi que les deux milieux de terrain Ramiz Zerrouki (FC Toulente/Pays-Bas) et Hicham Bouadou (OGC Nice/France), victimes de diverses blessures, restent incertains face au Niger.

Ainsi, Belmadi sera contraint d'aligner un Onze complètement remanié face au Niger. Ce sera l'occasion pour des éléments tels qu'Adam Zorgane (SC Charleroi/Belgique), Adam Ounas (Naples/Italie), ou encore Andy Delort (OGC Nice/France), d'avoir plus de temps de jeu à l'occasion de cette double confrontation.

L'Algérie accueillera le Niger le 8 octobre au stade Mustapha-Tchaker de Blida (20h), avant de se rendre à Niamey pour affronter le même adversaire, le 12 du même mois au stade du Général Seyni-Kountché (17h). Lors des deux premières journées disputées en septembre, l'Algérie a entamé le 2^e tour éliminatoire en atomisant Djibouti (8-0) à Blida, avant de concéder le nul face au Burkina Faso (1-1) à Marrakech. L'Algérie et le Burkina Faso sont en tête du groupe A avec quatre points chacun, suivis du Niger (3 pts) et de Djibouti qui ferme la marche avec zéro point. Toutefois, et même avec ces forfaits, il faut s'attendre à ce que la sélection nationale donne de son meilleur pour disposer du Niger et donc arracher la qualification au match barrage.

M. M.

Coupe arabe 2021

L'Algérie entamera le tournoi le 1^{er} décembre face au Soudan

L'Equipe nationale de football A', composée majoritairement de joueurs locaux, entamera la Coupe arabe de la Fifa 2021 (30 novembre - 18 décembre), le mercredi 1er décembre face au Soudan, au stade Ahmed-Ben Ali à Doha (11h algériennes),

selon le calendrier dévoilé par l'instance mondiale.

Logée dans le groupe D, l'Algérie enchaînera avec le Liban, le samedi 4 décembre au stade Al-Janoub (14h00), avant de boucler le premier tour en affrontant l'Egypte, le mardi 7 décembre, toujours au stade Al-

Janoub (20h). Cette première édition de la Coupe arabe de la Fifa regroupera 16 nations, réparties en quatre groupes de quatre équipes chacun.

Les deux premiers de chaque poule se qualifient pour les quarts de finale.

Cette compétition sera l'oc-

casation de tester les installations et les opérations à tout juste un an de la première Coupe du monde de la Fifa organisée au Moyen-Orient et dans le Monde arabe.

Les finales des deux compétitions se tiendront le 18 décembre, jour de la fête natio-

nale qatarie.

Les matches de la Coupe arabe sont programmés dans six des stades de la Coupe du monde : stade Ahmed-Ben Ali, stade Al-Janoub, stade Al-Bayt, stade Ras Abu Aboud, stade Al-Thumama et stade de la Cité de l'éducation.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Le ministère de l'Habitat prend le relais, Cosider en discussion pour la relance

Le projet du nouveau stade de Tizi Ouzou change de maître d'ouvrage

LE WALI de Tizi Ouzou, Djilali Doumi, a annoncé hier la relance prochaine du projet de réalisation du stade de 50 000 places avec le changement de son maître d'ouvrage qui passe de la direction de wilaya de la jeunesse et des sports au ministère de l'Habitat.

Le nouveau wali, qui s'exprimait à l'occasion de sa prise de contact avec les représentants de la presse locale, a précisé que «des mon arrivée, j'ai inspecté le chantier de ce projet pour m'enquérir de son état d'avancement et des contraintes auxquelles sa relance est confrontée».

Doumi a, ainsi, indiqué que désormais le maître d'ouvrage sera le ministère de l'habitat et des discussions sont en cours pour la confier le reste des travaux à terminer pour une période de 12 à 18 mois avec le groupe public Cosider.

Il n'a pas manqué de souligner que l'achèvement de cet important projet en souffrance en fera l'une de ses priorités. Abordant, par la même occasion, l'indemnisation des victimes des feux de forêts de l'été dernier, le chef de l'exécutif a précisé que toutes les parents

des 78 personnes décédées ont été indemnisés ajoutant que des démarches sont entreprises pour permettre aux ayants droit des victimes non affiliées aux assurances pour pouvoir toucher le capital décès.

Côté dégâts matériels, Djilali Doumi a estimé que «nous avions bien avancé en matière de remplacement du cheptel perdu par les éleveurs».

S'agissant des habitations touchées par les feux, le wali de Tizi Ouzou a fait état de l'indemnisation de 541 propriétaires des 1 504 habitations recensées par les services du contrôle technique de la construction.

Il a rassuré que ce dossier reste ouvert pour permettre aux retardataires de bénéficier de l'opération d'indemnisation.

Djilali Doumi a tenu, à l'occasion, à rassurer les représentants de la presse locale quant à sa disponibilité pour faciliter leur accès aux sources d'information et pour plus de communication institutionnelle à commencer par les manquements en la matière portés à sa connaissance par des confrères et des consœurs.

Hamid M.

Durcissement de délivrance de visas aux Algériens

Le MAE convoque l'ambassadeur de France

Le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a convoqué, hier, l'ambassadeur de France en Algérie, "afin de lui notifier une protestation formelle du gouvernement algérien suite à une décision unilatérale du gouvernement français affectant la qualité et la fluidité de la circulation des ressortissants algériens à destination de la France", indique un communiqué du ministère.

"Le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a convoqué aujourd'hui, l'ambassadeur de France en Algérie pour lui notifier une protestation formelle du gouvernement algérien suite à une décision unilatérale du gouvernement français affectant la qualité et la fluidité de la circulation des ressortissants algériens à destination de la France".

"Cette décision qui est intervenue sans consultation préalable avec la partie algérienne comporte l'anomalie réductrice d'avoir fait l'objet d'un tapage médiatique générateur de confusion et d'ambiguïté quant à ses motivations et à son champ d'application", relève la même

source.

Le MAE fait remarquer que le SG du ministère "M. Rachid Chakib Kaid a mis en évidence la place centrale de l'élément humain dans la relation algéro-française et souligné la nécessité d'une gestion équilibrée, transparente et conforme aux instruments juridiques bilatéraux et universels du phénomène des mobilités des personnes, concluant que l'Algérie déplore cet acte malencontreux qui frappe de précarité et d'incertitude un domaine sensible de coopération postulant la confiance ainsi que le respect de la dignité des personnes humaines et des engagements pris par les deux gouvernements".

Le gouvernement français a décidé de durcir les conditions d'obtention des visas à l'égard de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc évoquant le "refus" des trois pays de délivrer les laissez-passer consulaires nécessaires au retour des immigrés refoulés de France.

"C'est une décision drastique, c'est une décision inédite", a reconnu mardi le porte-parole du gouvernement français Gabriel Attal.

R. N.

L'effondrement du pouvoir d'achat



Djalou@hotmail.com

Najla Bouden nommée par Kais Saïed

Tunisie : première femme arabe chef du gouvernement

■ Le président tunisien Kais Saïed a chargé, Najla Bouden, de former un gouvernement en Tunisie, deux mois après le limogeage du précédent cabinet, a annoncé hier la présidence.

Par Slim O.

M^{me} Bouden a été chargée de former un gouvernement dans les plus brefs délais», a indiqué la présidence dans un communiqué.

Née en 1958 et scientifique de formation, Mme Bouden, qui est originaire de la ville de Kairouan, est inconnue du grand public.

C'est la première fois qu'une femme prend la tête du gouvernement en Tunisie.

La présidence a publié un vidéo de M. Saïed recevant Mme Bouden dans son bureau et la chargeant de former un nouveau gouvernement pour le lui présenter «dans les prochaines heures ou jours».

M. Saïed a insisté à plusieurs reprises sur le caractère «historique» de la nomination d'une femme pour la première fois pour diriger le gouvernement en Tunisie. «C'est un honneur pour la Tunisie et un hommage à la femme tunisienne». La principale mission du futur gouvernement

sera «de mettre fin à la corruption et au chaos qui s'est répandu dans de nombreuses institutions de l'Etat». Avant sa nomination surprise, Mme Bouden était directrice générale d'un projet de réforme de l'enseignement supérieur.

Auparavant, cette docteure en géologie avait été chargée de mission, puis directrice générale



au ministère de l'Enseignement supérieur.

S. O.

Démission collective au parti de l'Union populaire républicaine

DES MEMBRES du bureau régional du Parti de l'Union populaire républicaine à Jendouba, nord-ouest de la Tunisie, ont annoncé, mardi soir leur démission «de toutes les structures locales, régionales et centrales du parti», selon le texte de la démission, cité par l'agen-

ce de presse TAP. D'après Lamia Charfi, membre du comité central du parti, «cette démission intervient en réaction à l'annonce faite par le secrétaire général du parti (Lotfi Mraïhi) d'entrer en alliance avec un certain nombre de partis qui s'opposent aux décisions du président de la République, Kais Saïed, annoncées le 25 juillet dernier. Sollicitée par la TAP, Charfi a qualifié de «choquante» la décision d'entrer en alliance avec le Parti Al-Irada conduit par Hachmi Hamdi, le parti Harak Tounes al-Irada, dirigé par l'ancien président Mohamed Moncef Marzouki, et le Mouvement Wafa dirigé par Abdelraouf Ayadi. D'après Charfi, les structures du parti dans le gouvernement de Jendouba n'ont pas été consultées, ni informées. Les membres du bureau régional du parti ont appris cette décision à travers des médias, a-t-elle dénoncé.

R. S.

R T

Foot / Ligue 1 - USM Alger

Le «chaos» interrompt les travaux de l'AG des actionnaires

L'ASSEMBLÉE générale ordinaire (AGO) des actionnaires de l'USM Alger, qui devait se tenir hier à Alger, a dû être interrompue à cause du «chaos» survenu juste après le début des travaux, a indiqué la direction des Rouge et Noir.

«Les travaux de cette AGO ont été marqués par un état de chaos et un comportement inapproprié de certains actionnaires, d'où la décision de les arrêter», a publié la direction algéroise

sur son site officiel. Pour l'heure, aucune date n'a été avancée pour la reprise desdits travaux, alors que l'AGO devait se dérouler dans le calme au vu, notamment des bonnes conditions dans lesquelles se prépare l'équipe, sous la houlette du nouvel entraîneur Denis Lavagne, en vue de la nouvelle saison footballistique qui démarquera le week-end du 22-23 octobre.

R. S.